

Journal de bord, novembre 2020

Les activités d'éducation permanente sont suspendues par les autorités. L'espace café papote ne peut pas ouvrir, même à Leffe où le local spacieux permet une distanciation optimale. Heureusement, pour garder un contact entre nous, il reste le marché aux légumes et la boutique pour les produits d'hygiène et d'entretien.

Les travaux se terminent. L'inspection des pompiers a été demandée via le service immobilier de la commune, comme il se doit.

L'animatrice est toujours en congé de maladie. Il va falloir la remplacer pour préparer la « rentrée » que nous espérons au plus tard pour janvier.

Quelques débats ont eu lieu sur Facebook, mais ce n'est pas pareil qu'un bon café-papote, même si, parfois, la dialogique enrichit les échanges quand le débat est partagé entre plusieurs personnes. Par contre, la polarisation augmente en même temps que la prolifération du complotisme quasiment banalisé. La censure semble augmenter également. Beaucoup se plaignent d'avoir été « bloqués ». Ils communiquent alors de plus en plus par le biais des messages privés. Dans ces cas là, la dialogique est inopérante. Il n'y a même plus de volonté de discuter. Le but des internautes semble être de vouloir convaincre du bien fondé de leurs convictions ou plutôt de celles qu'ils partagent. En effet, beaucoup se contentent de relayer des messages qui viennent d'on ne sait où. Il s'agit de vidéos ou de messages écrits en format photo, ce qui leur permet d'échapper aux robots. En « MP », message privé, les utilisateurs se sentent hors contrôle, hors censure. Dans ces cas-là, le profil Facebook semble alors limité à une fonction de recrutement pour « Messenger ». L'information est alors diffusée aux contacts, individuellement. Alors, même si une conversation est amorcée avec succès, elle n'aboutit pas à une réelle discussion.

Au vu des contre-vérités, de la propagande mensongère et de l'instrumentalisation qui est faite de l'utilisateur pour faire passer des messages souvent complotistes ou populistes, on vient à se poser la question de la pertinence d'une certaine forme de liberté d'expression. Faut-il défendre la liberté de relayer quelque chose qui n'a pas été formulé par l'internaute et qui vient d'on ne sait où ? Cet outil de communication extraordinaire a, par exemple, favorisé les révolutions arabes. Nous ne pouvons que nous réjouir qu'il contribue la libération des jougs. Mais que faire quand il véhicule des idéologies inutilement anxieuses ou même parfois liberticides, quand ce ne sont pas des chemins de haine, voire de mort ? Le caractère privé, intime des « MP » n'est-il pas dangereux ? Comment faire face à ce danger, sans interdire ? Il n'est pas possible de s'introduire dans toutes les conversations pour y apporter de la controverse. D'ailleurs, si on veut discuter un peu, on se fait vite traiter d'intrus, avec des noms d'oiseaux dont le cinglant est à la hauteur de la conviction indiscutable de celui qui les profère.

Que faire ? Démonter publiquement les processus de propagande avec des mots simples, un langage compréhensible par tous et des mots qui percutent ?

Face à l'ampleur du phénomène grandissant, que pouvons-nous obtenir comme impact avec nos activités traditionnelles ? Ne devons-nous pas sortir de nos sentiers battus ?

Cette crise covid aura au moins ceci de positif : elle a libéré du temps pour se balader dans le virtuel. Profitons-en pour analyser cette autre face du volcan de la désinformation, là où se retrouve une grosse partie de notre public cible.

Exemple :

Sur le profil Facebook de l'association, suite à la publication d'un article reprenant les nouvelles mesures sanitaires, consécutives au dernier comité de concertation :

« - va te faire foutre »

- Pourquoi dites-vous cela ?

« - j'ai mes raisons »

- Sans explication, c'est juste une insulte inutile.

Ensuite arrive un message privé du Messenger du même profil :

« - regardez ça vous comprendrez , »

Il s'agit d'un lien vers un article concernant la rencontre entre Charles Michel, Premier de l'époque, Alexander De Croo et Bill Gates. Le commentaire déclare que la pandémie vise à enrichir les plus riches, qu'elle a été créée à cet effet.

- Je ne fonctionne pas en MP. Merci .

« - je ne partage plus je me fait chaque fois bloquer il n'y a que la vérité qui blesse »

- Pas de raison d'être bloquée pour cet article. Bill Gates rencontre les autorités belges. C'est normal. Bill Gates est le patron de Microsoft. Il a une fondation qui donne de l'argent pour diverses causes dont, dernièrement la lutte contre le covid. Il donne de l'argent. Ce n'est pas un investissement pour gagner de l'argent. Beaucoup de riches vont perdre de l'argent à cause du coronavirus, car les confinements font diminuer la consommation. L'économie ralentit. Les bénéfices des actions vont diminuer. Il y aura même des gens qui vont être ruinés suite à des faillites. Regardez autour de vous, les petits commerçants qui sont au bord du gouffre. Au dessus-d'eux, ça va faire un effet domino. Quand les riches perdent de l'argent, les pauvres deviennent plus pauvres. Par contre, quand les riches gagnent bien, on peut obtenir des avantages pour les moins bien nantis. Bien sûr, ce serait mieux, si les très riches payaient proportionnellement autant d'impôts que les petits. Réclamez un impôt juste, c'est la seule solution pour une meilleure répartition des richesses. A+

« - heu ! je crois que vous faite erreur , mais je vous laisse croire ce que vous voulez , je vais vous montrez autres choses. a vous de voir : »

Suite à l'article, un lien conduit à une vidéo qui tente de prouver que la pandémie a été créée par les « eugénistes » Bill Gates et la Fondation Rockefeller dans le but de rendre esclave l'humanité par le biais d'une politique vaccinale.

- Et à vous de réfléchir ! Libre à vous de croire tout et n'importe quoi. le covid, c'est comme la grippe espagnole, il y a cent ans. C'était déjà un complot à l'époque ? La nature est ainsi : des maladies apparaissent. D'autres disparaissent.

« - c'est pas la nature quand ce sont des complots »

- Vous voulez dire qu'en 1918, après la guerre, quand l'économie était par terre, un virus aurait été créé par un laboratoire pour tuer encore plus de gens, car la guerre n'en avait pas tué assez ?

« - bien sur comme le h1n1 et ce covid »

- Donc, en 1918, il y avait des laboratoires capables de fabriquer un tel virus ? »

Plus de réplique.

Heureusement, en dehors de Facebook, des e-mails et des vidéos conférences, il reste quand même un peu de contacts directs. En effet, en venant choisir leurs légumes, les gens parlent, vite, car il ne faut pas s'attarder. En peu de temps, certains vident leur tête ou épanchent leur cœur pendant que leur sac se remplit de quelques surplus alimentaires. Il y a beaucoup à dire, beaucoup à parler. C'est un besoin. Vite ! Vite, avec le masque, parfois sale, vite après le gel hydroalcoolique, vite avec la porte ouverte. Il y a tant à dire, mais un peu, ça fait déjà du bien. Et puis, parfois, c'est indispensable pour régler un problème.

Par exemple, un jeune homme glissait dans la direction de la vie en rue. Il pensait qu'en devenant SDF, il échapperait à ses créanciers. Mauvais plan ! Il a fallu quelques discussions pour qu'il soit conscient de l'importance de garder son logement, de discuter avec l'assistante sociale, de ne pas la

heurter, mais de lui expliquer avec franchise et poliment sa situation. Il a fini par demander les documents nécessaires à la Commune. Maintenant, ça se fait par internet et c'est gratuit. « C'est quand même mieux que de devoir payer 5 euros par document. Je n'aurais pas pu ! » Il s'est bien débrouillé. Il avance, mais il souffre de la solitude. Il a très difficile de respecter les règles de distanciation, mais pour pouvoir entrer, il doit s'y soumettre et il le fait. C'est déjà ça. D'autres ont des revenus trop bas, il faut les informer de leur droits, les inviter à se rendre au CPAS. Certains se plaignent de bobos. Il y a la souffrance des vieux et celle des jeunes, la solitude, la cohabitation, pas toujours idéale ; les problèmes d'argent, etc...

Un problème a particulièrement marqué le mois : Le CPAS de Dinant a encore fait des siennes ! Après une longue période de difficultés au niveau du service de médiation de dettes, le CPAS a décidé de supprimer tous les comptes budgétaires. L'affaire nous a été rapportée par un usager concerné. C'était difficile à croire.

- Le CPAS te l'a dit à toi, personnellement ?

- Bien mieux, j'ai reçu une lettre ! Tous les comptes de gestion sont supprimés.

- Oh là, ça ne va pas. Il va falloir réagir. Tu saurais m'apporter la lettre pour que je puisse m'en servir pour argumenter. Je le ferai anonymement, ne t'inquiète pas, je ne citerai pas ton nom.

- Pas de problème, je te l'apporte.

Il a apporté la lettre. Nous avons fait une copie. Ce n'est même pas une lettre personnelle, mais elle est signée en bonne et due forme par la Directrice et la Présidente du CPAS.

Après avoir pris des renseignements auprès d'un autre service social de Dinant qui a confirmé être confronté au problème, après avoir pris des informations sur internet par rapport aux obligations du CPAS en la matière, il a été conseillé à l'usager de demander un rendez-vous avec son assistante sociale pour lui expliquer pourquoi il a besoin de cette gestion budgétaire (addiction à l'alcool et incapacité à résister à une somme d'argent devant lui). Parallèlement, un courrier a été envoyé à la Présidente du CPAS :

« ...Depuis on bon moment déjà, des usagers se plaignent concernant la gestion budgétaire. D'abord, c'était du personnel indisponible, injoignable ou des délais trop longs pour pouvoir être pris en charge.

Maintenant, une rumeur circule que le CPAS va supprimer tous les comptes de gestion.

Incrédule, j'ai demandé à voir et j'ai reçu une copie d'une lettre envoyée à une personne qui jusqu'ici bénéficiait de ce service.

*Le document que vous avez signé commence par "**Comme vous le savez peut-être, notre Centre a décidé il y a peu de ne pas poursuivre l'accompagnement qu'il proposait sous forme de gestion budgétaire.**"*

Ce n'est donc pas un rumeur ! J'en suis atterrée, car les problèmes de gestion sont très souvent responsables du passage de la pauvreté à la misère. Dans ces situations, la gestion budgétaire est le seul moyen de garantir les droits fondamentaux de manière stable et durable. Trop souvent nos usagers concernés rechignent à se soumettre à cette gestion qui stabiliserait leur situation. Il faut parfois des mois, voire des années pour les convaincre de faire appel au CPAS.

Je comprends bien la pression exercée sur les travailleurs du service, mais ils sont loin de prendre en charge la quantité de dossiers qui devraient être traités à Dinant, tant les cas de pauvres en incapacité à bien gérer leurs revenus sont nombreux.

Au vu de la réalité de terrain, pour optimiser son efficacité, le CPAS devrait au contraire augmenter les capacités du service concerné au lieu de supprimer les comptes de gestion budgétaire.

Cette décision est inacceptable. Elle va à l'encontre de la mission du CPAS en condamnant certains pauvres à une misère chronique contre laquelle les actions des associations ne sont que des emplâtres insuffisantes.

Cette décision porte atteinte à la dignité humaine.

Le reste de la lettre dont j'ai obtenu copie va dans le même sens d'une négation de la réalité de ces personnes. Le summum est de proposer un accompagnement téléphonique, ce qui prouve

que , même si la gestion devait être arrêtée, ce n'est pas le moment de le faire en cette période confinement covid !

Le fonctionnement du CPAS s'était amélioré sur bien des points. C'était réjouissant, mais maintenant nous assistons à un retour en arrière inacceptable. Comme la dernière fois, des gens vont se retrouver à la rue parce qu'ils n'auront pas payer leur loyer. D'autres se retrouveront en médiation, avec un gros dossier ou se mureront dans la misère en "non take up".

Je me permets aussi de vous faire remarquer que "l'administration de biens" que vous proposez aux personnes concernées est payante, ce qui appauvrit encore ceux qui suivront vos conseils malgré la démarche dévalorisante (se faire reconnaître officiellement "incapable").

C'est un coup de massue que le CPAS vient d'asséner à l'assistance sociale dinantaise.

C'est vraiment désolant !... »

Réponse de la Présidente :

« ... Une nouvelle cheffe de service a été engagée qui travaille actuellement à la remise sur pied du service. Nous nous rendons bien compte que nous ne sommes actuellement pas capables de fournir la qualité et quantité de service que nous devrions proposer, mais la remise à plat de certains aspects de notre fonctionnement était nécessaire. Nous espérons très rapidement pouvoir rouvrir le service et développer de nouvelles actions, en phase avec la situation sur le terrain... »

Parallèlement, l'usager a été bien reçu par l'assistance sociale. Il semblerait qu'il va pouvoir continuer à bénéficier d'une gestion budgétaire. Reste à voir si ce revirement va concerner tous les cas concernés par la nécessité d'être pris en charge sur le plan de la gestion budgétaire. Nous allons devoir rester vigilants.

Le mois s'achève sur une note d'espoir. En effet, un jeune homme brillant vient d'être engagé. Il prendra ses fonctions le mois prochain, après le « gel » actuel des activités. En attendant de pouvoir déployer ses ailes, il va se former et préparer la rentrée qui probablement sera pour la mi-janvier. C'est un moment difficile pour commencer un travail, mais le mérite n'en est que plus grand. Bienvenue Charly !

[Retour sur la page de Dominos LA FONTAINE asbl](#)